

Résolution présentée par la délégation de la

République de Lituanie

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Problèmes migratoires au sein des pays d'accueil

L'Assemblée Générale,

Alarmée par l'afflux important de migrants en Lituanie en 2021, avec plus de 4000 personnes franchissant la frontière, contre seulement 80 en 2020, démontrant une augmentation spectaculaire et sans précédent de la pression migratoire à la frontière orientale de l'Union européenne,

Rappelant que les causes profondes des migrations sont multiples et complexes, incluant les conflits armés, l'instabilité politique, la pauvreté, le changement climatique, ainsi que le manque de perspectives économiques dans de nombreuses régions du monde, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique, ces raisons poussent les individus et les familles à quitter leur pays d'origine, cherchant une vie meilleure et des opportunités dans d'autres régions,

Scandalisé par l'usage des migrants comme moyen de pressions politiques par certains États comme la Biélorussie sous le régime de Loukachenko, qui aurait orchestré une « guerre hybride » en facilitant le passage illégal de migrants vers les frontières de l'UE (notamment Lituanie, Pologne) dans le but de déstabiliser l'Union européenne se venger et riposter aux sanctions,

Condamnant La Biélorussie pour avoir intentionnellement relâché ses contrôles aux frontières en 2021, provoquant un afflux massif de migrants vers les pays voisins comme la Lituanie, générant ainsi des défis importants pour la sécurité et la gestion humanitaire aux portes de l'union européenne.

Décide

- de renforcer les capacités de surveillance aux frontières de l'Union européenne, par l'utilisation de technologies modernes (drones, caméras, capteurs de mouvement, hélicoptères)
- de promouvoir une meilleure coopération entre les agences de sécurité des pays membres de l'UE afin de coordonner les efforts de surveillance et de partager les renseignements sur les flux migratoires
- d'imposer des sanctions sévères pour les migrants qui tentent d'entrer illégalement, avec une peine de mort
- de condamner les enfants migrants à des travaux forcés, notamment dans les mines ou les entreprises de production